

Climat et effondrement : « Seule une insurrection des sociétés civiles peut nous permettre d'éviter le pire »

Sommes-nous sous la menace d'un « effondrement » imminent, sous l'effet du réchauffement climatique et de la surexploitation des ressources ? Pour l'historien Christophe Bonneuil, la question n'est déjà plus là : des bouleversements sociaux, économiques et géopolitiques majeurs sont enclenchés et ne vont faire que s'accélérer. Il faut plutôt déplacer la question et produire une « pensée politique » de ce qui est en train de se passer : qui en seront les gagnants et les perdants ? Comment peser sur la nature de ces changements ? Migrations de masse, émergence d'un « capitalisme écofasciste », risque de conflits pour les ressources : malgré un constat brutal sur le monde qui se dessine, l'historien appelle à éviter le piège d'un « romantisme » de l'effondrement. « *Une autre fin du monde est possible* », affirme-t-il. Il revient aux sociétés civiles d'écrire le scénario final. Entretien.

Basta ! : Comment la situation climatique a-t-elle évolué depuis la signature des accords de Paris – dans le cadre de la Cop 21 –, à la fin de l'année 2015 ?

Christophe Bonneuil [1] : Les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter partout, y compris en France. Au regard de la trajectoire des émissions mondiales, si nous continuons sans changer, nous prenons la direction d'une augmentation globale des températures d'au moins +3°C, bien avant la fin du siècle. Nous voyons là les limites du caractère facultatif de l'accord signé lors de la Conférence sur le climat de Paris, la COP 21, il y a trois ans. L'accord de Paris ressemble dangereusement aux accords de Munich en 1938 qui, croyant éviter une guerre mondiale, l'ont précipitée. Cet été, la concentration en CO₂ de l'atmosphère a dépassé les 411 ppm (partie pour millions), un niveau inégalé depuis 800 000 ans à 4 millions d'années. Il faut être encore plus bête qu'un « munichois » pour croire que cela ne va pas avoir des conséquences d'ampleur géologique, ni provoquer des désastres humains et des bouleversements géopolitiques majeurs.

Quels sont les indicateurs et voyants qui montrent qu'un seuil fatidique, qui ouvrirait la voie à une « Terre étuve », pourrait être franchi dans les décennies à venir ?

Depuis l'ère quaternaire, la Terre oscille environ tous les 100 000 ans entre un état glaciaire et un état interglaciaire, entre deux périodes de glaciation. Ce qui nous menace c'est une sortie des limites de cette oscillation. La probabilité d'un scénario où la Terre basculerait vers un état d'étuve a été accrédité par un article paru en juillet dans la revue de l'Académie des sciences américaines [2]. En Inde, les projections des températures dans dix ou quinze ans montrent que certaines régions connaîtront des pics à plus de 50°C [3], ce qui pourrait

arriver en France aussi à la fin du siècle [4]. Les corps ne pourront le supporter, des régions deviendront invivables, et les plus pauvres seront les plus touchés.



Une partie de nos émissions de gaz à effet de serre est absorbée dans les océans, qui n'ont jamais été aussi acides depuis 300 millions d'années. Cela détruit les récifs coralliens et menace la faune aquatique. Sur les continents, la vitesse de migration des plantes n'est pas non plus assez rapide pour s'adapter au changement climatique [5]. S'y ajoute l'extension de la déforestation, la fragmentation des habitats et les dégâts chimiques de l'agriculture intensive : dans les réserves naturelles allemandes, les scientifiques ont observé une chute de plus de 75% des populations d'insectes en trois décennies [6].

Certains évoquent un « effondrement » à venir. Est-ce une manière adéquate de présenter les risques ?

Il ne s'agit plus de se positionner comme optimiste ou pessimiste, comme catastrophiste éclairé – en appeler à la possibilité d'une catastrophe, pour susciter la mobilisation qui l'évitera – ou encore, au contraire, comme quelqu'un qui refuse d'utiliser la peur parce que ce serait un sentiment politiquement problématique. Que cela nous plaise ou non, un rapport a été présenté au dernier congrès mondial de géologie en 2016, déclarant que la Terre a quitté l'Holocène pour entrer dans une nouvelle époque géologique, l'Anthropocène. Que cela nous plaise ou non, des centaines de travaux scientifiques montrent que des seuils sont franchis ou sont en passe de l'être pour toute une série de paramètres du système Terre, au-delà desquels les évolutions sont brutales : emballement climatique comme source d'événements extrêmes décuplés, montée des océans nécessitant de déplacer des centaines de grandes villes et des milliards de personnes à l'échelle du siècle, effondrement de la biodiversité, cycle de l'azote, du phosphore et de l'eau... De multiples effondrements sont déjà en cours ou à venir.

Ce qui gronde devant nous n'est pas une crise climatique à *gérer* avec des « solutions » ou une mondialisation économique à *réguler*, mais la possibilité d'un effondrement du monde dans lequel nous vivons, celui de la civilisation industrielle mondialisée issue de cinq siècles de capitalisme. Certains préfèrent définir l'effondrement comme l'extinction de l'espèce humaine. Même avec le pire scénario climatique et écologique, cette perspective reste aujourd'hui moins probable qu'elle ne l'était au temps de la guerre froide et du risque d'hiver nucléaire.

Imaginons le pire : des bouleversements climatiques, écologiques et géopolitiques, des guerres dévastatrices entre puissances pour les ressources, des guerres civiles attisées par les fanatismes xénophobes ou religieux, des guerres de clans dans un monde dévasté... Mais

pourquoi les quelques humains survivants et résistants à la barbarie ne trouveraient-ils vraiment aucune ressource et aucun lieu habitable sur Terre ? Se donner la fin de l'espèce humaine comme cadre de pensée de l'effondrement, c'est risquer d'inhiber toute pensée et toute politique. Je pense que ce scénario ne doit pas monopoliser notre attention : il ne fascine qu'au prix de l'occultation de toute analyse géopolitique, sociale ou géographique.

Quel serait donc le scénario d'effondrement le plus probable ?

Une définition plus intéressante, autrement plus probable au 21^e siècle que l'extinction de l'espèce humaine, est celle donnée par Yves Cochet et l'Institut [Momentum](#) : l'effondrement comme « processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie...) ne sont plus fournis – à un coût raisonnable – à une majorité de la population par des services encadrés par la loi ». Comme la violence de la crise grecque nous l'indique, ce type d'effondrement peut toucher des pays entiers, y compris en Europe. Étant donné l'interconnexion de l'économie mondiale, on peut étendre l'hypothèse à celle de l'effondrement d'un système : la civilisation du capitalisme industriel et sa culture consumériste, civilisation aujourd'hui globalisée même si les disparités sociales et territoriales restent majeures.

Après l'effacement de tant de systèmes politiques au cours des 50 derniers siècles et alors que de toutes parts nous parviennent des rapports sur les bouleversements qui affectent la Terre, n'est-il pas téméraire de considérer le capitalisme industriel et consumériste comme immortel ? Étant donné qu'il est la cause du dérèglement planétaire [7], il me semble plutôt intéressant de penser son effondrement, voire même de le préparer !

Comment ?

En multipliant par exemple les actes de non-coopération avec le modèle consumériste, en résistant aux dérives fascisantes ou aux oppressions que la crise écologique ne manque pas de favoriser, en s'opposant aux projets inutiles et à la poursuite de l'extraction des énergies fossiles comme des minerais, en renforçant les alternatives qui émergent. A l'image du « dernier homme » post-apocalyptique et individualiste hollywoodien, je préfère plutôt l'image des collectifs qui participent à l'effondrement d'un vieux monde productiviste : ceux qui bloquent les mines et font chuter le cours des actions des multinationales, ceux qui réinventent des communs – du mouvement de la transition aux zones à défendre. Une autre fin du monde est possible ! [8]

De tels bouleversements se sont-ils déjà produits par le passé ? Quelles en ont été les conséquences sociales, économiques et géopolitiques ?

Il est intéressant de regarder le passé, sinon nous resterons très naïfs politiquement, en particulier face à cette crainte d'un effondrement futur. Cette sorte de sublime d'un effondrement qui arriverait plus tard est une représentation de riches blancs occidentaux. Des populations et des sociétés voient déjà leur vie bouleversée, ou l'ont vu par le passé. Avec l'arrivée des Européens en Amérique, les populations amérindiennes se sont littéralement effondrées, passant de 55 millions de personnes à 5 millions entre 1492 et 1650. Ce n'est pas un effondrement ça ? Ce génocide a d'ailleurs laissé des traces dans les carottes glaciaires des climatologues. On y mesure une chute de plus de 5 ppm de la concentration de carbone

dans l'atmosphère entre 1492 et 1610 [9]. Cette baisse est liée au fait que, 50 millions d'Amérindiens ayant disparu, plus de 50 millions d'hectares cultivés sont revenus à la friche et à la forêt, qui ont capturé du carbone.

Cette expansion européenne est aussi une conséquence d'un autre bouleversement, la Grande peste du 14^{ème} siècle. Près de la moitié de la population européenne est décimée. Il y a moins de main d'œuvre dans les campagnes, affaiblissant le pouvoir seigneurial. Moins nombreux, les paysans obtiennent certains droits. L'aristocratie part alors en quête de nouveaux espaces de domination et d'expansion, et finance notamment des expéditions maritimes vers l'Afrique puis l'Amérique. L'installation d'une première compagnie sucrière à Madère, au large du Maroc, servira de base de départ vers l'Amérique. Du 16^{ème} au 18^{ème} siècle, une part importante de la masse monétaire européenne provient des mines exploitées au Nouveau monde.

Il y a donc des gagnants et des perdants à l'effondrement ?

Après la Grande peste, la paysannerie européenne a pu conquérir une meilleure position puis se reconstituer. L'aristocratie et la bourgeoisie financière naissante participent à l'émergence du capitalisme et à l'expansion européenne. Les vaincus sont les Amérindiens et les esclaves africains, prélevés jusqu'au 19^{ème} siècle. On ne peut donc pas dire que tout le monde soit dans le même bateau en cas d'effondrement. Autre exemple : dans les années 1870-1900, des phénomènes El Niño – le réchauffement à grande échelle des eaux de surface océanique – provoquent sécheresses et famines en Amazonie, en Asie et en Afrique subsaharienne, tuant pas loin de 40 millions de personnes [10]. Les conséquences de ces phénomènes climatiques naturels sont alors aggravées par l'expansion européenne et ont des implications géopolitiques.

En Chine, la dynastie Qing est alors affaiblie par l'impérialisme européen depuis la guerre de l'opium. La dynastie impériale n'a plus les moyens de subvenir aux besoins de sa population en cas de catastrophe naturelle, et perd sa légitimité. D'où la guerre des Boxers en 1899-1901, qui conduit à la chute de la dynastie en 1912. Le dérèglement des moussons fait aussi des millions de morts par famine en Inde car la puissance coloniale britannique, loin de soutenir la population rurale, continue à la ponctionner de denrées exportées vers la Grande-Bretagne. Les empires coloniaux profitent aussi de ces dérèglements qui déstabilisent profondément l'Afrique. Les sécheresses et famines des années 1890 en Afrique de l'Est facilitent la pénétration coloniale, qui favorise en retour la peste bovine et la maladie du sommeil qui déciment le bétail, la faune sauvage et les sociétés africaines au début du 20^e siècle.

Ces exemples illustrent comment les impacts des catastrophes écologiques et climatiques, dans leurs causes comme dans leurs conséquences, ne sont jamais séparés des formes de domination et d'exploitation. Du coup, on ne peut pas penser politiquement l'effondrement en confrontant simplement une courbe de la population mondiale à une courbe de disponibilité des ressources ou de dépassement de limites planétaires. Ces courbes ne disent rien sur ce qui se passe au plan géopolitique, sur la manière dont évoluent les rapports sociaux et politiques, sur qui sont les gagnants et les perdants de ces bouleversements. Les plus pauvres peuvent perdre encore plus, et les 1 % des plus riches s'en sortir très correctement.

Quelles pourraient être les conséquences des bouleversements climatiques et environnementaux actuels ?

Un scénario catastrophe serait celui d'une Terre dérégulée, moins habitable en bien des régions, avec des centaines de millions de réfugiés ruinés et obligés de quitter leur foyer, des sous-continent entiers livrés au chaos des guerres civiles et de l'extraction des ressources, et des puissances mondiales ultra-militarisées. Ces régimes autoritaires s'affronteraient entre eux pour le contrôle des ressources de la Terre, et feraient en interne régner une dictature au nom de l'urgence écologique et de l'exclusion des miséreux étrangers se pressant à leurs portes.

Au nom de l'urgence climatique et face à des dégradations rapides de l'habitabilité de la Terre, ces régimes aboliront les frontières morales, sociales : on nous proposera l'asservissement et la soumission en échange de la survie. Le contrôle de nos données personnelles orientera nos comportements. Cet ordre totalitaire se présentera comme écolo et rationnera l'usage des ressources, mais maintiendra des inégalités énormes entre une plèbe à la vie diminuée et une élite qui continuera à surconsommer.

C'est le scénario d'un capitalisme partiellement dé-mondialisé et structuré en blocs dictatoriaux, où l'État militarisé et le pouvoir économique ne feraient qu'un. Les marchés de services écologiques entièrement privatisés, la géo-ingénierie climatique, la conquête militaire et extractiviste de l'espace ou le trans-humanisme seraient les « solutions » proposées par ces régimes aux problèmes de la planète. Ce scénario fait froid dans le dos. Pourtant on en vit déjà les prémises, en Chine, aux États-Unis, en Russie, en Europe ou au Brésil. Seule une mobilisation massive des sociétés civiles et des victimes du changement climatique face aux dégâts de l'actuelle « mondialisation », seule une insurrection éthique et politique contre toutes les attaques faites contre le vivant et la dignité humaine, seul un archipel de basculements révolutionnaires vers des sociétés du bien-vivre et de l'autonomie peut contrecarrer ce scénario d'un capitalisme écofasciste.

Pourtant, encore nombreux sont celles et ceux qui se répètent « Jusqu'ici, tout va bien, jusqu'ici, tout va bien »...

Si on regarde, à court terme, comment le dérèglement planétaire redistribue la donne, il semble que pour un certain nombre d'années encore, les 5 % à 10 % les plus aisés du monde, habitant principalement au sein des pays de l'OCDE [qui regroupe les 36 pays les plus développés du monde, ndlr] ainsi que la Chine et la Russie, ne s'aperçoivent pas encore véritablement de la gravité de la situation : ils sont moins fragilisés, vivent dans des États relativement stables qui érigent des barrières contre les migrants, ont accès à un standing de vie qui nécessite un échange écologique inégal avec le reste de la planète, où se trouve l'essentiel des ateliers de production et des sites d'extraction. Pour eux, « tout va bien » tant qu'ils continuent à bénéficier d'un système politique et économique qui externalise la violence vers les autres territoires, populations et espèces du monde.

De l'autre côté, la moitié la plus défavorisée de l'humanité, pourrait se trouver en danger vital. Cette moitié n'a rien reçu des richesses générées en 2017 dans le monde tandis que 82 % de celles-ci ont profité aux 1 % les plus riches du monde [11]. Alors que les uns s'achètent des canots de sauvetage, les autres triment dans les ateliers du monde dans des

conditions de pollution extrême, ou sur des terres de moins en moins fertiles. Entre 200 millions et un milliard d'humains pourraient devenir des réfugiés à l'horizon 2050. Il faut se rendre compte de la violence du changement climatique qui s'ajoute et se combine aux violences sociales subies par ces « damnés de la terre ».

Nous devons donc nous attendre à des bouleversements politiques et géopolitiques considérables...

L'Europe est en proie à une poussée xénophobe. A nos portes, le taux de noyade des migrants tentant le passage par la Méditerranée est passé d'une personne sur 42 en 2017 à une personne sur 18 en 2018, selon le Haut commissariat des Nations-unies aux réfugiés. C'est effroyable ! L'Inde a érigé un mur de séparation d'une longueur de 4000 km avec le Bangladesh. Avec la fonte des glaces dans l'Himalaya et le dérèglement des moussons, les régimes hydriques sont modifiés, avec des effets sur les barrages et les systèmes d'irrigation. Cela crée déjà des tensions entre la Chine, l'Inde et le Pakistan. L'Himalaya devient une sorte de pétaudière géopolitique, soumis à un « hyper-siège » comme l'a montré Jean-Michel Valantin [12]. Leurs populations se retrouvent coincées entre la montée des eaux d'un côté, et l'assèchement relatif du château d'eau himalayen de l'autre. Cette conjonction de phénomènes climatiques et de tensions géopolitiques est inquiétante dans une zone qui compte des pays nucléarisés.

Les dérèglements de la planète redistribuent aussi les rapports de puissances entre États-nations tels qu'on les connaît depuis la fin de la Guerre froide. Parmi les potentiels gagnants, il y a la Russie, qui dispose d'un espace – la Sibérie – qui demain pourra accueillir des populations. L'Amérique du Nord et la Chine disposent aussi d'espaces de dégagement, ce dont ne bénéficie pas l'Europe. Ces espaces vont permettre la mise en culture de millions d'hectares de blé.

Paradoxalement, le réchauffement climatique ouvre aussi de nouvelles potentialités d'exploitation énergétique fossile, n'est-ce pas ?

Le dégel de la banquise arctique accélère des projets d'extraction d'énergies fossiles russes avec des financements chinois massifs, qui, accessoirement, risquent d'emballer encore plus le réchauffement. Une nouvelle route maritime s'ouvre, le passage du Nord-Est [qui relie le Pacifique à l'Atlantique par le nord de la Russie et de la Scandinavie, ndlr]. Le premier gros méthanier – le Christophe de Margerie [du nom de l'ancien PDG de Total décédé en 2014, ndlr] – y a navigué pour la première fois à l'été 2017 sans avoir besoin d'être accompagné d'un brise-glace. Le passage du Nord-Est est l'équivalent du Canal de Suez ou de Panama au 19e siècle : il rapproche de trois semaines la Chine de l'Europe. Des centrales nucléaires flottantes sont établies par la Russie dans l'Arctique, pour fournir de l'énergie aux premières villes qui s'érigent dans cette sorte de far-west gelé, ainsi qu'aux travaux d'exploitation des gisements de gaz et de pétrole.

Quand on voit l'écart entre les plus riches et les milliards de personnes les plus affectées par les dégâts climatiques, ou les écarts des coûts et bénéfices du réchauffement selon les régions et les États, force est de constater que le discours qui consiste à clamer « Nous sommes tous

concernés, nous devons agir ensemble », ne tient pas la route. Il y aura des gagnants et des perdants du réchauffement climatique. Certains pays – comme la Russie et les monarchies pétrolières du Golfe – et certains groupes sociaux n’ont aucun intérêt à ce que cela change. Non, nous ne sommes pas tous dans le même bateau, ou alors pas dans la même classe ni avec le même accès au restaurant et aux canots. Une « écologie positive » faite d’alternatives concrètes est utile, mais sans combat, elle n’y suffira pas. C’est aussi la leçon à tirer de l’échec de Nicolas Hulot au gouvernement.

L’extraction d’énergies fossiles ne s’arrêtera-t-elle pas d’elle-même, à cause des limites de ces ressources, par exemple pour le pétrole ?

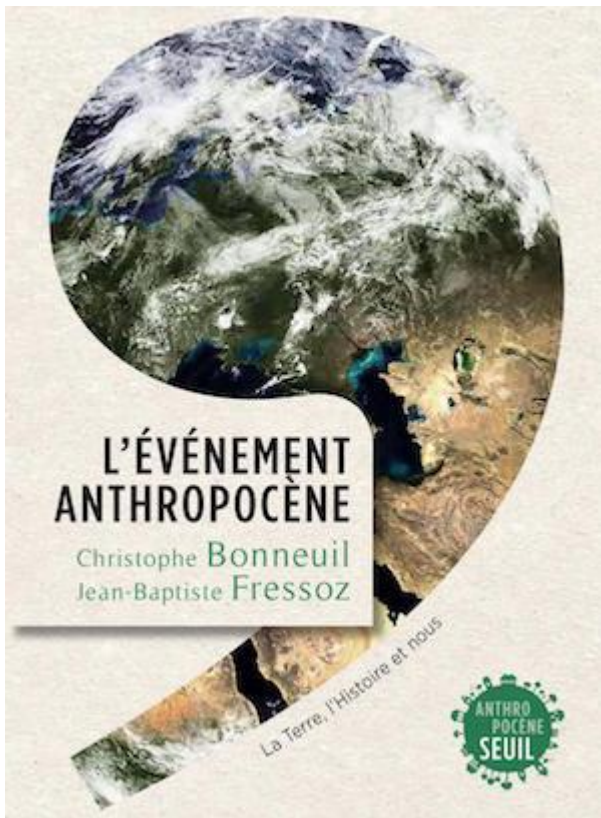
Depuis les années 1970, le mouvement écologiste a mis l’accent sur ces limites. Mais en matière de réserves en ressources fossiles, nous avons, selon une étude publiée en 2015, largement de quoi augmenter la température globale de la planète de plus de 8°C, et le niveau des océans de 30 mètres au cours du 3e millénaire [13]. Nous ne pouvons donc plus compter sur ces limites et sur une pénurie de ressources – le fameux « pic » pétrolier – pour nous arrêter à temps. Seul le volontarisme politique, aiguillonné par une insurrection des sociétés civiles, peut permettre d’éviter le pire.

Nous connaissons l’existence de réserves fossiles sous nos pieds, que pourtant nous devons absolument apprendre à ne pas extraire. C’est en cela qu’il nous faut sortir d’un modèle de développement qui date de 500 ans, quand les conquistadores tuaient des Amérindiens pour quelques kg d’or ou d’argent. Ce modèle qu’il faut dépasser, c’est le capitalisme : il ne s’agit pas seulement de revenir à un capitalisme keynésien avec un peu plus d’écologie dedans. Notre conception de l’individu, « par lui-même un tout parfait et solitaire » selon Rousseau, notre conception des êtres autres qu’humains, de la vie bonne et de la propriété, doivent être repensés.

Nous devons travailler la question des communs. Et, au-delà d’une modernité industrielle en faillite, nous devons nous inventer des devenirs terrestres [14]. En politique, il est temps que le sérieux change de camp. Des leaders politiques, des institutions ou des entreprises ne peuvent plus être considérés comme sérieux s’il n’ont pas des propositions claires, pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et l’empreinte écologique d’ici cinq ans. S’ils placent la compétitivité, la croissance et le business avant, ils devront laisser la place à des politiques plus à même de préserver nos vies, nos valeurs de solidarité, et un état habitable du monde.

Propos recueillis par Ivan du Roy

Photos : Une / CC Joe Brusky - L’ouragan Florence, photographié le 12 septembre 2018 avant son arrivée sur la Caroline du Nord (États-Unis), depuis la Station spatiale internationale / CC NASA Johnson



Christophe Bonneuil est historien, directeur de recherche au CNRS, co-auteur avec Jean-Baptiste Fressoz de [*L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*](#), Seuil, « Points Histoire », 2016.